



POUR NOS EMPLOIS CHEZ FORD, CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ TOUS ENSEMBLE

Jeudi 24 janvier 2013

STOPPONS LES LICENCIEMENTS

Ce n'est pas surprenant mais faut bien le dire, l'année 2013 commence comme 2012 s'était achevée : les annonces de suppressions d'emplois et les plans de licenciements ou les fermetures d'usines, ça continue ! Renault (- 8600), Virgin (-1100), HP (300) ou encore dans la région dernier en date c'est Editrans à Bassens (75 salariés) en liquidation ...

Se rajoute à cette situation de plus en plus préoccupante, un accord trouvé récemment entre les organisations patronales dont le Medef et, plus surprenant (ou choquant), les syndicats de salariés CFTC, CFDT, CGC. Un accord qui n'a de « sécurisation de l'emploi » que le nom car il s'agit bien en réalité de remises en cause profondes sur l'emploi (facilitation des licenciements) comme sur les salaires (possibilité de les baisser, d'augmenter le temps de travail en fonction des difficultés de l'entreprise) ...

Le gouvernement a dit qu'il validerait cet accord par une loi. Un acte supplémentaire qui va à l'encontre de ses rares engagements sociaux. En clair, le changement ce n'est pas pour maintenant !

Pourtant il y a urgence. Nous assistons à une véritable offensive patronale, à une guerre sociale contre les salariés au nom de la crise actuelle. Et pour stopper cette catastrophe, il faut des mesures sociales à l'opposé de tout ce qui se fait ces dernières années, il faut des mesures de protection pour l'ensemble des salariés, de la population.

En fait, il n'y a pas le choix si nous ne voulons pas subir toujours plus la pauvreté et la précarité. Il faut défendre nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail, nos retraites, la sécurité sociale, les services publics pour qu'ils répondent aux besoins sociaux.

Pour cela, il faut absolument que du côté des salariés, nous puissions relever la tête et reprendre confiance dans nos forces. Car défendre l'amélioration de nos conditions de vie et le progrès social, c'est complètement légitime mais aussi c'est possible. Les moyens existent pour répondre aux difficultés de la population. Des richesses existent et sont énormes : il suffit de voir les milliards de profits des capitalistes et les fortunes des riches qui se chiffrent en milliards ou en centaines de millions d'euros. Il faut donc partager ces richesses qui sont produites par l'ensemble de la population.

On peut changer la donne ... avec la convergence des luttes

Nous sommes convaincus que c'est une mobilisation générale de la population, que c'est la solidarité entre les salariés, la coordination des résistances, que c'est par le « tous ensemble » que nous pourrions changer le rapport de force et que nous pourrions imposer le changement.

C'est pour cette raison que la CGT-Ford participe au « collectif des Licenci'elles » et essaie de construire la riposte avec d'autres équipes syndicales, avec des salariés d'autres entreprises victimes de licenciements ou menacées de fermeture. Avec ce « collectif » nous défendons la nécessité d'une loi qui interdise les licenciements dans les groupes ou sociétés qui font des bénéfices.

C'est avec les salariés en lutte de Virgin, Sanofi, Arcelor, PSA, Fralib, Goodyear, Pilpa ... c'est ensemble que nous devons riposter. C'est pour cela que nous appelons à l'action. Des militants de la CGT-Ford manifesteront ce mardi 29 janvier devant le ministère du travail, avec nos collègues de partout en lutte pour notre dignité, pour notre avenir, pour la défense des emplois de tous.

Au verso, vous trouverez le tract du collectif Licenci'elles qui appelle à ce rassemblement.



**SAUVONS
LES
EMPLOIS**



www.cgt-Ford.com



POUR UNE VRAIE SÉCURISATION DE L'EMPLOI, UNE LOI CONTRE LES LICENCIEMENTS DANS LES ENTREPRISES QUI FONT DU PROFIT

Pas une semaine ne passe sans l'annonce d'un nouveau plan de licenciement massif par un groupe qui fait des bénéfices énormes. A chaque fois c'est le même refrain : "*Entreprise en difficulté, restructuration pour sauver la compétitivité ...*" alors qu'en réalité l'objectif est de faire encore davantage de profit.

Depuis quelques mois, des délégations de salariés en lutte venus de toute la France se rassemblent autour d'une proposition de loi nouvelle contre les licenciements dans les groupes qui font des bénéfices. L'initiative vient de "Licenci'elles", l'association des salariées des 3 suisses licenciées abusivement par un groupe qui réalise des profits colossaux. Les Licenci'elles ont dénoncé le fait qu'elles ne pouvaient pas porter plainte contre le plan de licenciement de 3 Suisses tant qu'elles n'avaient pas été licenciées !

Comme des centaines de milliers de salariés, elles savaient que le groupe 3Suisses n'avait aucune justification économique valable à leur licenciement au regard de la loi, mais qu'elles ne pouvaient pas pour autant empêcher leur patron de les licencier. Ensemble avec les Bigard, Crédit Agricole CF, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, Pilpa, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sanofi, Sony, Valeo, ZF, Coca-Cola, Merck-Serrono ... elles ont décidé de rédiger une proposition de loi pour empêcher les licenciements, avant qu'il ne soit trop tard, dans les groupes qui font du profit.

Une loi nouvelle pour vraiment bloquer les licenciements lorsqu'ils sont interdits, c'était aussi une exigence portée par des milliers de salariés pendant la campagne de l'élection présidentielle. Le candidat Hollande est même allé à la rencontre des salariés en lutte de Goodyear et Fralib, en faisant la promesse que s'il devenait Président de la République il ferait voter en urgence une loi interdisant les licenciements dans les groupes qui font des profits.

Pour l'heure Hollande n'a toujours pas tenu cet engagement. Comme bien d'autres promesses de campagne qui ont permis la victoire de la gauche, celle de donner aux salariés le droit d'arrêter les plans de licenciements illégaux avant qu'ils n'aient lieu a disparu des écrans radars du gouvernement. Pire, il semble que Ayrault et ses Ministres s'appêtent en réalité à démanteler les principaux droits des salariés face aux licenciements économiques, en entérinant l'accord de régression sociale sans précédent que vient de signer le MEDEF et la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC. Des confédérations de salariés qui ne sont d'ailleurs pas en phase avec leurs adhérents et militants de terrain qui sont pour beaucoup en lutte contre les plans de restructuration dont ils dénoncent les effets néfastes sur l'emploi.

Mais nous n'avons pas l'intention de laisser cela arriver. Nous les représentants des salariés en lutte de Sanofi, Bigard, Crédit Agricole, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, Pilpa, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sony, Valeo, ZF, Coca-Cola, Merck-Serrono ... nous avons décidé d'agir pour que la loi que nous avons rédigée soit votée à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Nous avons besoin de cette loi dans les luttes que nous menons contre certaines des multinationales les plus puissantes de la planète qui licencient en masse pour accroître sans cesse leurs profits et le cours de leurs titres en bourse.

C'est pourquoi nous allons venir de toute la France et de dizaines d'entreprises, où nous nous battons pour nos emplois, pour nous retrouver :

LE MARDI 29 JANVIER 2013 A 14 HEURES POUR UN GRAND RASSEMBLEMENT DEVANT LE MINISTRE DU TRAVAIL

Ce sera le premier acte fort d'une bataille que nous engageons pour que Hollande, son gouvernement et la majorité de gauche au Parlement tiennent leurs engagements en nous donnant les moyens de nous battre pour stopper nos licenciements avant qu'il n'aient lieu.

LES SALARIES EN LUTTE DE : Bigard, Crédit Agricole, Faurecia, FNAC, Ford, Fralib, Goodyear, Pilpa, PSA, Samsonite, Sodimedical, Sanofi, Sony, Valeo, ZF, Coca-Cola, Merck-Serrono ...

Le « collectif » Licenci'elles